

## ARRET DES ACTIVITES DE RAFFINAGE A GRANDPUITS ET RECONVERSION DU SITE :

### **POUR LA CGT, LE COMPTE N'Y EST PAS !**

Outre le fait que le Groupe TOTAL a décidé seul de se passer d'un outil de raffinage **encore utile pour répondre aux besoins du pays** et que désormais, les productions du site de Grandpuits seront délocalisées dans des pays hors Union Européenne, **le projet de reconversion présenté aujourd'hui n'est pas à la hauteur des enjeux.**

Concernant l'emploi, contrairement à ce que prétend TOTAL, les effectifs du site s'élèvent à 450 personnes et non 400, car la Direction compte uniquement les postes structurels et non conjoncturels. **Ce sont donc bien 200 emplois directs qui disparaissent sur le site au lieu de 150.** Côté sous-traitance, TOTAL ne compte que les salariés présents sur site à l'année et oublie ceux qui viennent régulièrement et ceux qui travaillent à l'extérieur (sièges sociaux, commerces, écoles, mairie, douanes...). En ajustant avec l'activité liée à la production d'agro-carburants que la CGT n'avait pas prévu, nous estimons l'impact sur la sous-traitance à 500 emplois. **Ce sont donc 700 emplois directs et indirects qui sont remis en cause en Seine-et-Marne.**

Concernant l'enveloppe budgétaire de 530M€, la CGT constate que les unités de « bio-plastique » et de recyclage chimique seront **financées par TOTAL à hauteur de 50 et 60%** respectivement, puisqu'il s'agit de projets lancés avec des partenariats. Également, TOTAL gonfle artificiellement l'enveloppe en ajoutant 11M€ lié au besoin d'agrandir le dépôt de Gennevilliers pour accueillir les produits importés et 44M€ pour deux fermes solaires qui étaient prévues de longue date. **Finalement, ce sont 360M€ que TOTAL met sur la table pour la reconversion du site, somme bien éloignée de la promesse qui a été faite de dépenser ce qu'aurait coûté le remplacement du pipeline de pétrole brut, à savoir 600M€ hors coût du Grand Arrêt de mars 2021 qui n'aura pas lieu (70M€).** Même si cette somme paraît importante, la CGT affirme que le Groupe TOTAL a les moyens d'investir dans **un projet qui ne supprimerait aucun emploi.**

Les dépôts de Grigny (100% concurrence), Coignières (33% TOTAL) et Gennevilliers (100% TOTAL) vont récupérer l'approvisionnement du marché parisien grâce aux importations qui se feront par la façade Atlantique et par la Manche/Axe Seine. **L'augmentation d'activités sur ces trois sites liée à l'objectif TOTAL « zéro pétrole » à Grandpuits ne créera aucun emploi.**

Enfin, avec 400 000 T/an pour l'agro-raffinerie, 100 000 T/an pour le « bio-plastique » et 15 000 T/an pour le recyclage chimique, **on constate une division par dix de la capacité de traitement du site (4,5 MT de pétrole brut aujourd'hui), ce qui est une très mauvaise nouvelle pour l'industrie française.**

**D'ORES ET DEJA, LA CGT APPELLE LES SALARIES DE GRANDPUITS A DEBATTRE EN ASSEMBLEE GENERALE DE LA RIPOSTE A ENGAGER FACE AUX ATTAQUES SUR L'OUTIL DE TRAVAIL ET SUR L'EMPLOI ET A CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE LE PLUS PUISSANT ET LE PLUS LARGE POSSIBLE QUI OBLIGERA TOTAL A REVOIR SA COPIE !**

